

La ville de New York et le Canada ont essuyé un feu nourri de critiques par suite de la vente à la métropole américaine de voitures de métro de la société Bombardier. La ville de New York, négociant de bonne foi, cherchait à obtenir le meilleur matériel possible aux meilleures conditions. Nous étions d'avis que le produit offert par Bombardier était le meilleur et aussi qu'il en résulterait des avantages marqués au niveau de l'emploi au Canada et aux États-Unis. Le gouvernement n'est intervenu que lorsqu'il est devenu apparent que son aide était nécessaire pour assurer aux fournisseurs canadiens l'égalité des chances et concurrencer les compétiteurs étrangers. Il ne s'agissait pas de battre les concurrents mais de donner à Bombardier la possibilité de soumissionner sur un pied d'égalité. Le Canada n'avait pas pris l'initiative dans cette affaire mais, comme vous le savez, il est à l'avant-garde des efforts en vue d'obtenir un consensus international sur la limitation du financement concessionnel à outrance.

Le Canada a eu et continuera d'avoir pour ligne de conduite de se conformer aux règles du jeu. Par ailleurs, nous ne pouvons rester passifs quand nous voyons que des sociétés canadiennes qui offrent des produits de qualité risquent de perdre des contrats en raison de l'intervention des gouvernements de leurs concurrents.

J'ai déjà mentionné que nous souscrivions à l'équité commerciale et je répète que le Canada adhère effectivement à cette ligne de conduite. Toutefois, notre dépendance du commerce extérieur pour stimuler notre croissance nous oblige à veiller à ce que nos exportateurs reçoivent du gouvernement le soutien voulu quand ils sont aux prises, sur les marchés d'exportation, avec une concurrence qui déborde les pratiques normales.

Je reste convaincu que le commerce peut être le moteur de la croissance, que l'expansion des débouchés commerciaux jette de solides assises pour de nouveaux investissements et la création de nouveaux emplois. Je veux croire que bon nombre d'entre vous partagent ce point de vue et que vous attachez de l'importance au maintien et au renforcement d'un système commercial ouvert.

Je crois aussi que le potentiel du Canada et son avenir n'ont pas d'égal. Il reste cependant que le potentiel n'a de réalité que si nous réunissons les conditions indispensables à son actualisation. La stabilité politique, l'entreprise privée, le développement énergétique, les investissements étrangers, les capacités techniques, les échanges justes et équitables entre nations - dans chacun de ces secteurs le Canada s'engage à maintenir des conditions qui autoriseront l'expansion et la prospérité.